

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
12 janvier 2012
n° 2211
1,30 €

100.000 manifestants
à Bilbao

23 au 29 janvier
Biarritz

BIARRITZ
23 AU 29
JANVIER



25^e
FIPA

FESTIVAL INTERNATIONAL
DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Poudre aux yeux

L'INSEE vient de publier les chiffres du recensement 2009 des populations. Ils traduisent des évolutions marquant pour notre territoire. Il y a deux ans Iparralde comptait 296.556 habitants, ce qui veut dire que la barre des 300.000 est d'ores et déjà franchie. En quarante ans la population du Pays Basque Nord a augmenté de 60.000 âmes.

Sans surprise, l'essentiel de l'augmentation se concentre sur la frange côtière. L'intérieur, dont la population croît légèrement, ne participe pas à l'envolée des chiffres. Les dernières données livrées par l'INSEE ne font que confirmer la tendance en œuvre depuis des décennies: la concentration des populations sur la frange côtière ne fléchit pas et le tropisme maritime joue à plein.

Est-ce à dire que les deux collectivités territoriales dont dépend notre territoire prennent la mesure des changements démographiques qui nous concernent? On peut en douter. Les trois provinces d'Iparralde abritent 44,15% des habitants du département des PA. Il y a vingt ans nous n'étions que 40%. Et le rééquilibrage, même si le terme est inapproprié au regard de la différence de superficie entre Béarn et Pays Basque Nord, s'accélère. Pau, pour ne citer qu'un exemple, continue de perdre des habitants.

On peut se féliciter de l'attractivité de notre territoire. Mais l'investissement public pour faire face à cette forte croissance ne suit pas. Lorsqu'on considère les budgets d'investissement du Conseil général ces dernières années, on s'aperçoit que la clé de répartition entre Béarn et Pays Basque reste toujours 60%-40%. Et le gouffre financier de la régie départementale des trois stations d'altitude béarnaises n'est pas seul en cause. Les investissements dans le domaine agricole et routier béarnais, ou encore industriel dans le bassin de Lacq, accentuent le déséquilibre. Et inutile de compter sur la majorité socialiste à forte dominante béarnaise pour une remise en cause de cette iniquité.

Du côté du Conseil régional d'Aquitaine, ce n'est guère mieux. Le lundi 19 décembre les élus régionaux ont voté un budget d'investissement primitif pour 2012 de 1,352 milliards d'euros. Dans ce budget conséquent, quasiment rien pour Iparralde, dont la population avoisine pourtant les 10% du total aquitain (9,24% exactement). A titre d'exemple, les dotations au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche (137,5 M€) et de la Formation professionnelle et de l'apprentissage (239,9 M€) ne concernent que très peu notre territoire. Les projets de développement universitaire si importants pour préparer nos jeunes aux métiers d'avenir se concentrent exclusivement sur les campus bordelais.

Dès lors, on est fondé à se poser la question du rôle joué par le contrat territorial 2007-2013 censé mobiliser des surcroûts de financement en faveur de projets spécifiques pour Iparralde. Considérons les chiffres. Le contrat signé en 2008 avec l'Etat, la Région et le Département prévoyait un engagement de 100 M sur un programme estimé à environ 200 M€ sur 7 ans (2007-2013) pour 77 opérations. Ce montant a été réévalué à environ 340 millions, avec un apport Etat-Région-Département de 165 M€, à parts sensiblement égales, pour faire face, notamment, à la rénovation de la ligne ferroviaire Cambo-St-Jean-Pied-de-Port. Ce qui fait donc un investissement moyen de chacune des trois collectivités de 7,85 M€ par an pendant 7 ans. Soit, pour la part régionale, l'équivalent de 0,58% du budget voté le 19 décembre! Pour 10% de la population Aquitaine!

En vérité, ces conventions spécifiques ou autres contrats territoriaux, que l'on nous vend à grand renfort de communication comme des dispositifs que la France entière nous envie, ne sont que de la poudre aux yeux pour mieux occulter le refus obstiné d'une collectivité territoriale spécifique. Mais en ces temps où le bluff et le mensonge tiennent lieu d'écoute des populations, comme dans le cas du projet LGV, faut-il s'en étonner?

Zinez kolosala !

ANTOLATZAILLEEK nahi zuten bezala, "kolosala" izan da. Ehun-mila gora euskaldunek galdegin dute euskal preso politikoen hurbiltzea. Gizon bakar batek, gobernu baten izenean, erantzun du ezetz. Ehun mila gora euskaldunek nahi ukan dute erakutsi, isiltasunean, lasaitasunean, duintasunean, beste pausu baten beharra badela, Euskal Herriak bizi duen egoera politiko berri honetan. Gobernu batek, fermuki, inolako idekidura formarik gabe, ezeztatu nahi ukan ditu herri baten itzaropenak. Euskal Herriko prentsa guziak baloratu du, Bilbon, larunbatean iragan manifestazioa izan zitekeela, azken hamabost urteetan, Euskal Herrian izan den jendetsuena. Naski bai. Euskal Herriko jendetsuena eta berdin Europako jendetsuenetarik bat ere. Biztanle kopuruaren araberan nola uka ikaragarriko arrakasta ukan duela euskal presoen aldeko manifa. Nola kalifikatua izan liteke Madrilen milioi bat ta erdi biltzen luken manifestaldi bat? Pentsatzen ahal dea ikustea bi milioi laguneko manifestaldi bat Parisen? Biztanleen kopuruari begira, zenbaki horiekin egin behar dugu konparaketa. Bai, antolatzailek nahi zuten bezala, "kolosala" izan da. Eta orain? Nork pentsatzen ahal zuen, armak utzita hiru hilabete berantago, manifa bat aski izanen zela Madrilek eta berdin Parisek beren politika errepresiboa

aldatzeko? Nork pentsatzen ahal du euskal presoak hurbilduak eta libratuak izaiten ahalko direla epe labur batean? Euskaldun guziak, hiru milioiak, Bilboko karrketan izanik ere, pentsatzen ahal da, gatazkaren bukaera ez dela biharko. Ezin da erran zailena egitekoa dela, baina hain segur, egun zailak biziko ditugula oraino. Madrilek eta Parisek denborarekin jokatu dute. Denbora eta zainekin jokatu dute. Presoen zainekin. Familien zainekin. Militanteen zainekin... Gaur armen uztea, bihar presoen barkamenak edo damuak, ondotik beste zerbait... Bukara gabekoa izanen da. Baina bukaeratik hurbiltzen ari gira. Ez gira bukaera horretatik behin ere hain hurbil izan. Badakite. Bakoitzak jakin behar du. Kolosala izanik ere, kolosalago izaiten ahal zen. "Egin dezagun bidea" manifestazioa antolatu duen kolektiboak aski ongi azpimarratu du bukaerako hitzaldian. Beste urrats batzuk, beharrezkoak izanen dira, larunbatekoa bezain kolosalak, non gizarte guziarengandik, alderdi guziengandik, sektore guziengandik atxikimendu zabala ukanen duen. Beharrezkoak izanen dira pauso berriak, jendartearen arteko harremanetan, alderdien arteko harremanetan... Gaurtik aurrera, pauso guziak beharrezkoak izanen dira, ttipi ala handi, denak "kolosalak" bilakatzen dira baketze prozesu batean.



Le manifestant personnalité de l'année 2011 ou l'éloge hypocrite de l'art de manifester

● Michaël Alcibar

Le syndicaliste Xavier Mathieu était, une fois de plus, convoqué ce mercredi 4 janvier devant la justice. Les faits datent de sa condamnation à 4.000 euros d'amende par la Cour d'appel d'Amiens pour avoir participé, avec d'autres ouvriers, au saccage de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009. A cette époque, le syndicaliste qui défendait à juste titre son emploi et celui des ouvriers de Continental avait alors refusé de se soumettre à un prélèvement ADN. Ce nouveau procès fait donc suite à une première relaxe de Xavier Mathieu en juin 2010, alors que le parquet avait requis une peine d'un mois de prison avec sursis. Qu'à cela ne tienne, le parquet, dans toute son impartialité, a ensuite fait appel de cette relaxe. Effectivement, ce dernier s'obstine encore et toujours pour obtenir une condamnation et faire figurer l'ancien ouvrier des Contis dans le FNAEG (Fichier national automatisé des empreintes génétiques) constitué à la base pour fichier les délinquants sexuels. En 2011, treize ans après sa création, le FNAEG compte plus de 1.300.000 profils génétiques, soit près 2,5 % de la population française. 280.000 personnes y figurent en tant que personnes condamnées (leur empreinte sera conservée quarante ans), et 930.000 en tant que «mises en cause dans des affaires judiciaires» (la conservation est alors de vingt-cinq ans), ce à quoi il convient de rajouter 63.000 «traces non identifiées». On ne peut que comprendre la révolte de Xavier Mathieu qui ne souhaite pas, comme il le dit, «être fiché entre Marc Dutroux et Emile Louis». Petit clin d'œil à Jean-Michel Aycaguer, qui chez nous, est confronté au même acharnement judiciaire pour un refus de prélèvement d'ADN. Voilà en somme le cas classique d'un manifestant qui a osé défendre son travail, son gagne pain et que la justice française s'obstine à vouloir faire condamner et à fichier. Contre plus de mille licenciements on préfère poursuivre un militant plutôt que de demander des comptes aux gérants de Continental qui licencient à outrance tout en continuant à verser des dividendes à ses actionnaires. Tout est normal.

L'année 2011: l'année du manifestant

Pourtant l'année 2011 est annoncée comme l'année de la manifestation, de l'indignation. Effectivement, le monde politique n'a pas tari d'éloges vis-à-vis des manifestations, des manifestant(e)s et des indigné(e)s du monde entier. Premier hommage hypocrite, celui rendu par Nicolas Sarkozy, le 26 février 2011 dernier, lorsqu'il a commenté les révolutions arabes lors d'une intervention télévisée. On pouvait y entendre: «De l'autre côté de la Méditerranée se produit un immense bouleversement. Certains peuples arabes prennent leur destin en main» ou encore «ces régimes, avec qui tous les gouvernements français qui se sont succédés ont entretenu des relations diplomatiques, économiques, politiques. Ils apparaissaient comme des remparts au terrorisme. En opposant la démocratie et la liberté à toutes les formes de dictature, ces révolutions arabes ouvrent une ère nouvelle». Un éloge amer et peu crédible pour un Président qui recevait Kad-



hafi et sa belle tente dans les jardins de l'Elysée afin de vendre des rafales à la Libye, pour un chef d'Etat dont les ministres côtoyaient les proches du dictateur tunisien Ben Ali. Comme quoi, on peut être encouragé par un chef d'Etat pour le pétrole et le gaz que l'on va gérer une fois la révolution gagnée et non pour les idées que l'on représente ou les coups que l'on peut recevoir pour avoir osé se révolter.

Merci Mr Stéphane Hessel

Cerise sur le gâteau, le *Time's Magazine* a élu comme personnalité de l'année 2011: «the protester», ce que l'on pourrait traduire chez nous par «manifestant(e)». Sur la couverture du célèbre magazine britannique, on pouvait y lire: du printemps arabe à Athènes, d'Occupy Wall Street à Moscou. Sur cette même couverture était représentée une jeune personne, la bouche et le nez recouverts d'un foulard ainsi que les cheveux cachés par un bonnet. Le *Time's Magazine* a voulu mettre en avant le combat des manifestant(e)s du monde entier qui s'indignent, merci Mr Stéphane Hessel pour ce mot apparemment longtemps oublié, contre le manque de démocratie ou encore contre le système capitaliste et ses crises endémiques, chroniques et latentes que les masses financent. Un éloge sincère aux manifestations et à l'idée de révolte?... Non, plutôt un plan de communication efficace et hypocrite destiné à booster les ventes du magazine. Effectivement, le *Time's* n'a même pas jugé bon de parler des étudiants anglais qui avaient massivement manifesté en novembre 2011 contre les coupes budgétaires du gouvernement. Autres oublis, le magazine ne dénonce pas la dure répression de la police anglaise contre ces mêmes étudiants, ni même la répression meurtrière des gouvernements arabes avant de tomber, ni même la répression brutale de la police grecque, américaine ou russe face aux militant(e)s unis des mêmes indignations. En fait, on peut être élu personnalité de l'année pour les mouvements médiatiques que l'on arrive à créer et les journaux que l'on fait vendre et non pour les idées que l'on représente ou les coups que l'on peut recevoir pour avoir osé se révolter. Pour conclure, l'année 2011 a été l'année de l'éloge hypocrite de l'art de manifester et non celle de la crise du capitalisme et des dictatures comme cela aurait été préférable.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● pas tant que ça que le 6 janvier le pape Benoît XVI ait nommé 22 nouveaux cardinaux, dont 18 de moins de 80 ans: 7 Italiens et pas d'Africains ni de latino américains où pourtant il se glorifie d'une église vivante. A Rome la bulle est coincée.

●●● et réjouit que le parachutage définitif de Jack Lang s'opère dans les Vosges à l'unanimité des militants PS locaux. Il déclare continuer à vivre à Paris... place des Vosges! Tout cadre.

●●● et réjouit de la mobilisation de 80 élus du Pays Basque protestant ce lundi 9 janvier devant la préfecture régionale de Bordeaux contre le TGV-Pays Basque, dont le tracé définitif aurait été cependant arrêté ce jour là. La gare meurt mais ne se rend pas!

●●● et réjouit de l'abandon définitif du projet de port de plaisance dans la baie de Socca annoncé par Guy Poulou, maire de Ciboure, lors de ses vœux. Les 400 anneaux prévus resteront donc en rade.

●●● et désolé d'apprendre le licenciement des 23 derniers salariés de Quick Silver au siège de Saint-Jean-de-Luz. Son magnifique bâtiment devrait finir en Centre commercial. C'est vrai que ça manquait dans le coin!

●●● et réjouit d'apprendre dans le *Journal de Saint-Palais* qu'en 1911, lors d'un concert au trinquet Saint James, le chanteur Guillaume Cazenave ait reçu un «triomphe délirant» pour son interprétation du Gernikako Arbola. Et Tartaro qui croyait que la Basse-Navarre était une terre de mission...



25 ans de FIPA à la recherche de la télévision intelligente

7 jours pour découvrir sur grand écran les meilleures productions de télévision. Du 23 au 29 janvier se déroule à Biarritz, ouvert au public, la 25^{ème} édition du FIPA (Festival international de programmes audiovisuels). Moment culturel exceptionnel en Pays Basque.

Un petit écran intelligent et universel tel est le pari fou que s'est fixé le Fipa à sa création en 1987. A l'instar de Cannes, Venise, Berlin pour le cinéma, le Fipa tente de dénicher et de sélectionner dans la création audiovisuelle mondiale, les fictions, documentaires, susceptibles d'éclairer le public.

Jean-Michel Ausseil, l'un des fondateurs, secrétaire général de ce festival nous parle de ses enjeux.

ENBATA: Pourquoi le Fipa, né sur la côte d'Azur a-t-il choisi le Pays Basque et plus particulièrement Biarritz pour dérouler son rendez-vous annuel de janvier?

Jean-Michel Ausseil: Un festival doit prendre en compte différents éléments, c'est-à-dire posséder les meilleurs atouts humains, techniques et logistiques pour s'assurer, du moins on l'espère, de sa réussite, voire de son succès.

Lorsque nous mettons en place un festival, que l'on veut international, il faut que la ville

qui l'acceptera possède, tout d'abord, des lieux qui correspondent aux critères de la manifestation pour accueillir les professionnels et le public: pour un festival audiovisuel il faut donc des salles de projections adaptées (surtout techniquement), accueillantes (garantir une ambiance) et qui ne soient pas trop éloignées les unes des autres pour éviter de trop longs déplacements qui sont toujours trop longs en période festivalière.

Il faut également que sur le territoire de la ville contactée il y ait un grand nombre d'établissements hôteliers divers avec une capacité d'accueil conséquente.

“La présence du public dans les salles a une grande importance: c'est le seul moment où les professionnels peuvent “sentir” les réactions du public vis-à-vis de ce qu'on leur propose”.

Mais, il faut aussi qu'il y ait une réelle volonté politique de la part des élus pour développer des projets novateurs, à la base, porteurs d'un développement unique et ambitieux.

C'est ce que nous avons trouvé à Biarritz avec, en prime, un enthousiasme, qui n'était pas de circonstance, de tous ceux que j'ai pu croiser. Aussi pour la petite histoire, n'oublions pas qu'après guerre le festival du film a préféré Cannes à Biarritz bien que de grands cinéastes (qui le sont devenus) ont tenté une expérience à Biarritz entre 1949 et 1951. Et, qu'également, nous avons quitté la côte d'Azur pour des raisons politiques.

Enb.: Au-delà d'une compétition internationale de programmes audiovisuels, le Fipa répond-il à une attente d'un public local?

J-M. A.: Je pense sincèrement que, quel que soit le public, à partir du moment où on lui présente et on lui offre la possibilité de voir des programmes différents, nouveaux, originaux, aussi bien sous forme de documentaires ou de fictions, que ce public, dans sa grande majorité sait faire la différence entre un «bon» programme et un «mauvais» programme. Car le public est comme tout un chacun: c'est à force de regarder, de comparer, donc de juger que l'on peut reconnaître l'intérêt d'un sujet aussi bien dans sa forme que sur le fond. Comme le disait si bien Victor Hugo: «La forme c'est le fond qui remonte à la surface». Pour cela, je suis satisfait que nous ne répondions pas à une d'attente, mais plutôt que nous donnions l'envie de découvrir, de s'aventurer en quelque sorte.

Enb.: Quel rapport le Fipa entretient-il avec le monde professionnel des télévisions? Est-il une référence pour les chaînes? L'événement biarrot est-il aussi un marché des réalisations audiovisuelles?

J-M. A.: Je dirais que le rapport avec le monde de la télévision n'est pas très simple. Le Fipa est aujourd'hui un label qualitatif reconnu par tous; au niveau national, au niveau international et surtout au niveau européen. Cette reconnaissance fait que beaucoup de professionnels espèrent, lorsqu'ils sont en compétition, être récompensés. Et les télévisions le font savoir lorsqu'un programme diffusé sur leurs antennes a obtenu un Fipa d'Or ou d'Argent.



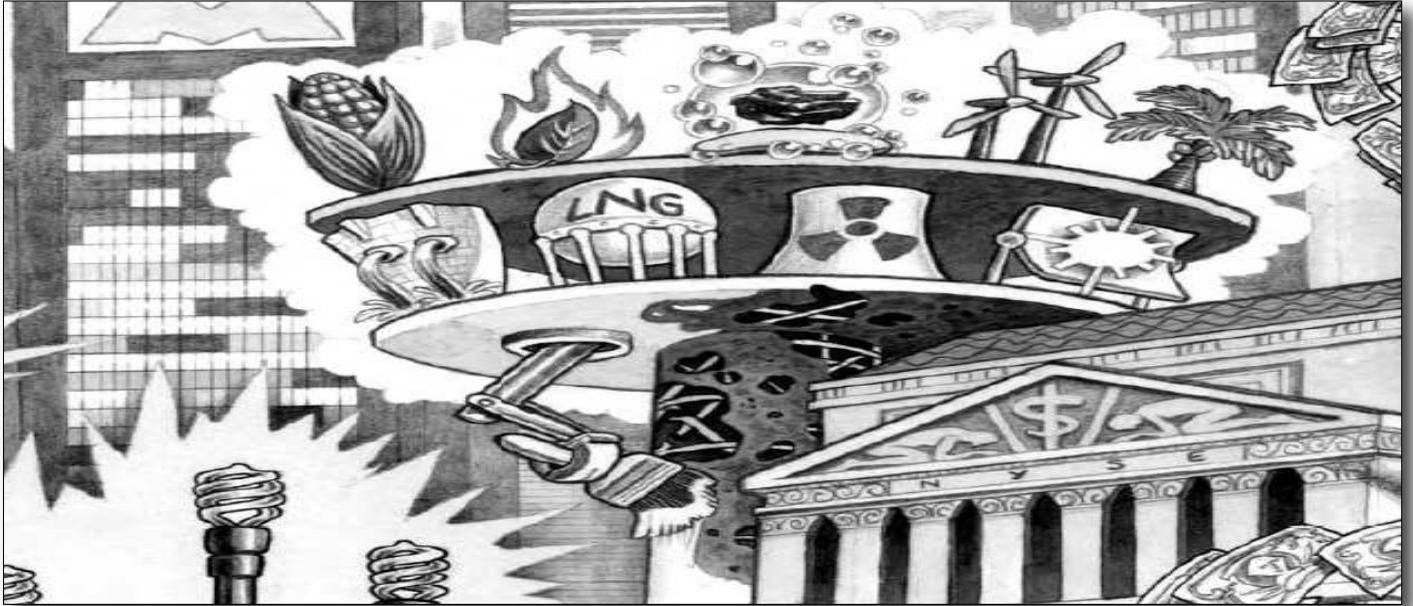
Jean-Michel Ausseil et Fermin Muguruza

2012KO URTARRILAREN 12AN

JIM THOMAS, DIRECTEUR DE PROGRAMME DE RECHERCHES ET RÉDACTEUR POUR L'ETC GROUP

Les maîtres de la biomasse

L'humain transforme les ressources en déchets plus vite que la nature ne peut retransformer les déchets en ressources



Suite et fin de l'article de Jim Thomas, Directeur du Programme de Recherche du Groupe ETC, sur le thème de la marchandisation de la biomasse produite par la planète, chaque année.

La biomasse se trouve vantée comme la nouvelle matière première de l'économie mondiale de l'après-pétrole, il est essentiel de poser la question : y a-t-il effectivement une quantité suffisante de biomasse sur notre planète pour soutenir une transition historique de cette ampleur ?

À l'époque où, pour la dernière fois à ce jour, la société humaine globale dépendait encore de la matière végétale comme source primaire pour ses besoins énergétiques (vers la fin des années 1890), la consommation mondiale d'énergie était selon les estimations actuelles de 600 gigawatts.

Les estimations de la consommation énergétique mondiale d'aujourd'hui varient entre 12 et 16 térawatts – une multiplication par vingt au moins de la demande par rapport à l'économie de la biomasse de jadis.

Actuellement, l'offre énergétique qui permet de répondre à cette demande repose presque entièrement sur les hydrocarbures fossiles, avec une petite part de nucléaire, d'hydroélectrique et de biomasse dans le mix (autour de 1,5 térawatt). Selon l'économiste de l'énergie du MIT Daniel Nocera, on s'attend à ce que la demande énergétique mondiale augmente de 19 térawatts d'ici 2050.

Quantité globale de biomasse disponible

Une synthèse de 16 évaluations de la quantité globale de biomasse disponible observe : « Dans les scénarios les plus optimistes, la bioénergie pourrait fournir plus de deux fois la demande énergétique actuelle, sans porter préjudice à la production alimentaire, aux efforts de protection des forêts ou à la biodiversité. Selon les scénarios les plus défavorables, toutefois, la bioénergie ne pourrait fournir qu'une fraction de l'énergie actuellement utilisée, peut-être même moins qu'elle n'en fournit aujourd'hui. »

Pourquoi une telle variation dans les estimations ? La réponse la plus courte à cette question est que certains économistes de l'énergie n'ont tout simplement pas vu la forêt cachée derrière les arbres.

Les stocks de biomasse vivante ne peuvent pas être comptabilisés de la même manière que des réserves fossiles de pétrole ou de charbon.

La valeur économique de plantes récoltées comme matière première industrielle pour l'alimentation humaine ou animale, les fibres, les produits chimiques ou le carburant doit être mise en balance avec la valeur écologique vitale des plantes vivantes comme fondement de tous les écosystèmes (en rapide dégradation) dont dépend notre existence.

Pas de biomasse superflue à disposition

De fait, si l'on prend en considération l'exigence hautement critique de préserver et même de restaurer et renforcer les écosystèmes (à base végétale) de la planète, l'entreprise de comptabiliser la biomasse globale dans son ensemble prend un caractère radicalement nouveau, et l'idée qu'il y aurait quelque part de la biomasse superflue à disposition se trouve rapidement réduite à néant.

Les études du système terrestre qui tentent de mesurer la santé et la résilience actuelles des écosystèmes et de la biodiversité offrent de sérieux avertissements.



Jim Thomas

60% des écosystèmes en déclin

Le Millenium Ecosystem Assessment de 2005 a conclu que 60% des écosystèmes du monde sont déjà en déclin. Le Living Planet Index, une mesure de l'évolution de la biodiversité basée sur le suivi de 1313 espèces terrestres, marines et d'eau douce, conclut qu'entre 1970 et 2003, l'index a baissé globalement de 30%, ce qui signifie que les écosystèmes en général subissent une détérioration précipitée. L'Union internationale pour la conservation de la nature estime que globalement, presque 40% des espèces qu'elle suit sont menacées d'extinction. Les taux d'extinction actuels sont aujourd'hui plus de mille fois supérieurs aux taux typiques connus au cours de l'histoire de notre planète. Les changements d'utilisation des terres, dont la déforestation et l'expansion agricole, en sont considérés comme la cause principale. En même temps, on estime qu'au moins 10 à 20% des forêts et savanes restantes seront converties vers une utilisation humaine d'ici 2050. En outre, l'ONU estime que deux tiers des pays du monde sont affectés par la désertification de leurs sols, ce qui représente plus de quatre milliards d'hectares de terres agricoles, qui subviennent aux besoins d'un milliard de personnes.

Empreinte écologique

Les chiffres d'un autre instrument de mesure, appelé l'empreinte écologique et développé par le Global Footprint Network, sont particulièrement parlants.

L'empreinte écologique mesure l'utilisation (ou la sur-utilisation) par l'homme de la biocapacité de la terre. Le terme de «*biocapacité*» désigne la quantité de terre arable, de pâtures, de forêts et de pêcheries disponible de manière soutenable pour l'utilisation humaine, compte tenu des besoins de la nature pour assurer sa propre résilience écologique. La sur-utilisation de la biocapacité nuit aux écosystèmes et entraîne leur déclin. Il s'avère que depuis la fin des années 80, nous avons été en «*dépassement de terre*», avec une empreinte industrielle supérieure à sa biocapacité. En fait, depuis environ 2003, nous avons atteint un taux de dépassement stupéfiant de 25%, «*transformant les ressources en déchets plus rapidement que la nature ne peut retransformer les déchets en ressources*». Si nous continuons sur la trajectoire actuelle, nous utiliserons le double de la biocapacité de la terre en 2050 – une proportion intenable.

Dépérissement massif de la forêt restante

Alors que les politiques industrielles associées à l'économie de la biomasse gagnent en influence, les écologistes craignent que cette pression n'entraîne des conséquences désastreuses. Par exemple, dans le bassin amazonien, l'expansion de la canne à sucre et du soja (en partie pour produire des biocarburants) a poussé la déforestation à un point tel qu'un dépérissement massif de la forêt restante est jugé probable. L'impact potentiel d'un dépérissement de grande ampleur en Amazonie tournerait à la catastrophe globale, car cette forêt régule les précipitations et les conditions météorologiques sur la plus grande partie de l'Amérique du Sud jusqu'au Midwest Etats-Unien, et même aussi loin que l'Afrique du Sud.

Point de basculement et effondrement de la résilience des écosystèmes

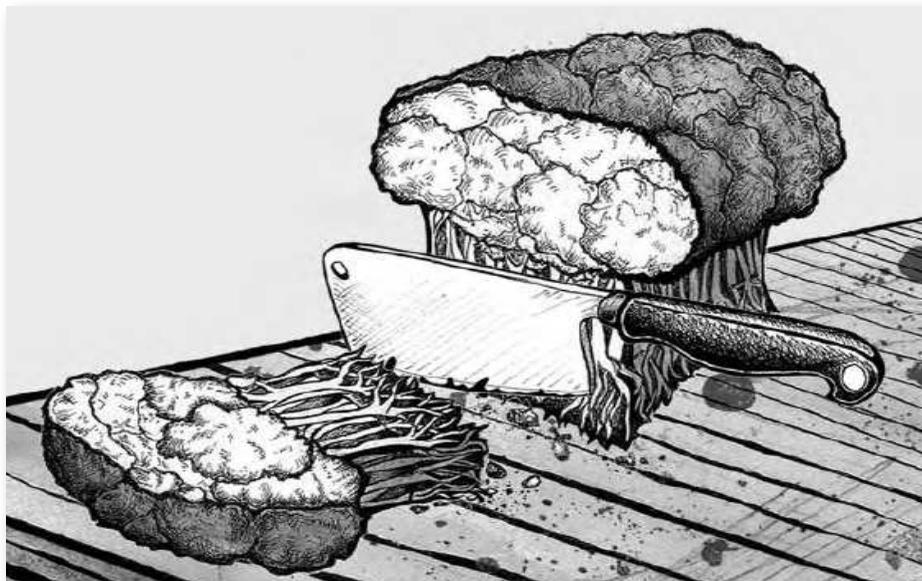
La leçon à tirer de la considération d'impacts potentiels aussi rapides que dramatiques est que la mesure des «*services*» et de la biocapacité des écosystèmes, même s'ils constituent des avertissements utiles, ne nous donnent qu'une image incomplète des limites réelles de l'extraction de la biomasse, car ils reposent, de manière non plausible, sur une vision purement linéaire du fonctionnement des écosystèmes et de leur effondrement possible. De même que la menace d'un dépérissement de l'Amazonie ne peut pas être mesurée par un index global de «*biocapacité*», de même il y a sûrement de nombreux «*points de basculement*» qui, une fois franchis, entraîneraient un effondrement de la résilience des écosystèmes, avec des effets non linéaires dévastateurs. Nous risquons de ne pas voir ces points de basculement arriver avant qu'il ne soit trop tard.

Extraction des ressources au Sud et accumulation de capital au Nord

Ce n'est pas une coïncidence si les partisans les plus obstinés de l'économie de la biomasse dans la décennie écoulée n'ont pas été les ONG environnementales, mais les grandes entreprises des biotechnologies, de la chimie, de l'exploitation forestière et de l'agro-business, qui espèrent ainsi étendre et consolider leur pouvoir économique.

Ces nouveaux «*maîtres de la biomasse*» sont en train de s'accaparer à grande échelle les plantes, la terre et les conditions de la vie.

L'économie de la biomasse ne constitue dès lors que la dernière déclinaison en date de l'extraction de ressources au Sud de la planète pour alimenter la consommation et l'accumulation de capital du Nord Industrialisé – aux dépens des vies et des moyens de subsistance de la majorité des habitants de la terre, et de l'avenir de la vie elle-même sur notre planète.



Sinesgarritasunaz

Ztarras Ringarria

Irrati eta telebista nagusienetan badirudi "zorraren krisia" beti jendarte xumearen ezazolkeriatik datorrela.

Hots, iduri du jendarteak nahi duela bizi bere ahalak baino maila goragoan... eta hortarako arduragabe zorpetzerat prest dela!

Horrez gain, argazkia ez balitz aski iluna bezala, berriak entzutean argi eta garbi utzia da jendeek iruzurgile bidetik joaiteko tendentzia naturala dutela kosta ala kosta beren "bizi mailaren" segurtatzeko...

Ez dueia Sarkozy-k berak ideia hori indartu nahi izan familiendako diren dirulaguntzen arloan, eritasunen gatik diren lan-gelditzeen ordainketetan, RSA, etab. diren iruzurgileen kontra joanez... eta ondorioz pobre eta langabetuak zirela zor publikoaren arduradun nagusienak pentsa araziz?

Noski "ihizi" mota hori "plaza publikoan antzetzuz" ahanzarazten digu banku eta oro har finantza sistemari bere arduren eta erantzunkizunen galdegiterat!

Alta segurtasun sozialarentzat emaiten den diru laguntza mota horien inguruan egiten den iruzurrak, ikerketek eskaintzen dituzten datuak hurbilagotik eta serio kiagioko ikusiz, bakarrik iruzur sozial orokorraren %20a ordezkatzeko du.

Itxuraz askoz sinesgarritasun guttiago du aipatzerat iruzurraren %80a... nagusi/ugazabetarik etortzen dela haiek dituztelarik erregimen sozialetik at uzten miliarka euro...

Alta, %80 horietan ere zergen ordainketa molde batez edo bestez saihesten duten Bettancourt bezalakoek jukutriren ondorioak atxemaiten dira!

Baina, beti bezala, "Dirurik ez da!" erran eta... orain arte beti ber iturritik (hots gehiengoaren lan eta bizi baldintzen zalantzan ezartzearen bidetik) edan da, aterabideen aurkitzeko momentoa!

Konparaketa egiten ahal da Euskal Herriarekin. EHK, herri/populu gisa dituen eskubideak zilegitasuna dutela onartzen da. Baina lege bidez eskubide horien bermatzea da zaila! Jendar-tearen gehiengoan "zorraren krisiari aterabidea emaiteko" zentzu onezko bideei baitezpadakoa duten sinesgarritasunaren lortzerat bezain zaila!

□

MARTINE BOUCHET

Présidente de l'association Mouguerre Cadre de Vie, adhérente au CADE



Enquête Publique

Tous à vos (re) marques, pour cette autre façon de se mobiliser contre Ikea

L'enquête publique qui va démarrer à partir du 23 janvier pour un mois concerne le dépôt de demande de permis de construire liée au projet Ikea.

Il y a déjà eu deux enquêtes publiques préalables, concernant :

① **la loi sur l'eau**, les terrains étant inondables.

② **la mise en compatibilité des PLU** (plans d'urbanisme) **des communes, et l'intérêt général du projet**. Sur cette enquête, grâce aux remarques laissées par de nombreux Mugertars dans les registres, nous avons obtenu une réserve du commissaire enquêteur, car la commune a rendu constructible le terrain à 30 mètres de l'axe des autoroutes (c'est 100 mètres habituellement) et le commissaire enquêteur a jugé qu'il fallait avant vérifier la qualité de l'air si près de l'autoroute. Les mairies ont levé cette réserve sur des chiffres théoriques inadaptés, au lieu de faire des mesures de pollution in situ comme le demandait le commissaire enquêteur. L'association de Mouguerre a donc mis au tribunal administratif la commune de Mouguerre. Le dossier est en cours d'instruction.

Participer à l'enquête, c'est montrer qu'il y a une mobilisation contre le projet

Je pense qu'il est important de participer à la prochaine enquête. Il ne faut pas en attendre des miracles, car rares sont les enquêtes qui émettent des avis défavorables, même si les citoyens se déplacent en masse.

Ce ne sont souvent que des simulacres de concertation, mais il faut les utiliser pour pouvoir le dénoncer.

D'autre part, vu le recours en cours d'instruction, cela peut montrer au juge qu'il y a une mobilisation contre le projet.

En plus des remarques, poser des questions

Pour être efficaces, il ne suffit pas d'aller écrire dans les registres qu'on est contre le projet. Il faut en fait poser des questions pour mettre les mairies devant leurs responsabilités. C'est là que ça devient assez technique, mais des questions à poser, il y en a beaucoup.

Dans le cas présent, l'enquête est sur le permis de construire lui-même. On ne sait pas si les questions sur l'intérêt général du projet seront "recevables". On pourra de toute façon mettre en avant la protection insuffisante contre les inondations, les problèmes de nuisances (y compris le dimanche), embouteillage, bruit, sécurité des collégiens et écoliers tout proches, absence de transport en commun... et bien sûr pollution de l'air et risque pour la santé des employés soumis à une exposition chronique à la pollution de l'autoroute.

Organiser des réunions

A Mouguerre nous allons organiser une réunion d'information début février : cela nous laisse un peu de temps pour prendre connaissance des documents de la nouvelle enquête et les analyser pour débattre de ce que l'on peut mettre dans les registres (c'est comme ça qu'on avait fait pour les 2 précédentes enquêtes).

□

✓ Infos générales ou précisions sur réunions :

www.mouguerrecadredevie.fr
mouguerrecadredevie@gmail.com

✓ Enquête publique préalable relative au projet de construction d'un ensemble commercial par les sociétés INTER IKEA Centre Bayonne et IKEA développement sur le territoire des communes de Saint-Pierre d'Irube, Bayonne et Mouguerre du

lundi 23 janvier 2012 au 24 février 2012 inclus :
www.bayonne.fr/vie-citoyenne/mairie/enquetes-publiques/enquetes-publiques-en-cours.html

✓ Document des Amis de la Terre "Pourquoi et comment participer à une enquête publique."

www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/11_Pourquoi_et_comment_participer_a_une_enquete_publique.pdf
 (...) **Qu'est-ce qu'une enquête publique ?**

Il s'agit d'une procédure visant à informer le public et à recueillir ses appréciations, ses suggestions et ses contre-propositions, en amont de l'adoption de certains projets publics ou privés. Cette procédure permet également à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information avant la prise de décision.

Au-delà d'un simple recueil des avis des citoyens et association, l'enquête publique est un lieu de concertation sur les modalités de mise en oeuvre d'un projet. (...)

Converger vers la dignité

Qui aurait pu envisager l'occupation du mail Chaho Pelletier de Bayonne en mai 2011, par les "indignés", pendant plus de 6 semaines ?

Cette expérience au «village» de la résistance a été riche d'apprentissages, de rencontres, d'actions, de réflexions sur la société actuelle et les alternatives possibles.

Voici quelques grandes dates à retenir pour suivre les indignés en ce début 2012.

"Ça n'a pas été facile car nous n'étions pas habitués à nous exprimer et surtout à être écoutés avec le même statut que les autres. Le système actuel a fait de nous des êtres à moitié endormis, des êtres vivants fonctionnant dans un but économique. Le facteur humain est relégué au second plan. Consommer est une notion qu'on nous apprend dès le plus jeune âge. Travailler plus pour consommer plus est un slogan encensé jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat. Cette expérience de vie commune, avec ses points positifs et négatifs nous a beaucoup appris.

Après l'euphorie née de la contagion rapide du mouvement, tout est redevenu plus calme.



until 15 may

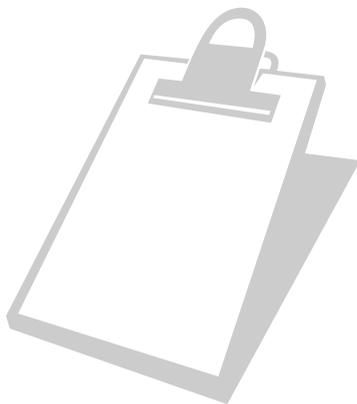
Plus d'infos sur : acampadabaiona.com

L'important est qu'un réseau citoyen sans frontière soit né. Dans les mois qui viennent, nous espérons de nouveau et encore plus montrer que le système actuel, défendant les intérêts financiers et non les peuples, n'a plus de légitimité !

2012 ne sera que la continuité d'un mouvement citoyen dont le nom ne doit avoir que peu d'importance et où la convergence des luttes sera la priorité pour construire l'unité citoyenne contre le pouvoir oligarchique.

De nombreuses marches partout dans le monde continuent de s'organiser... En Europe, la marche internationale des indignés arrivera à Athènes, celle des sans-papier arrivera à Strasbourg. A la même période, il se peut que différentes marches convergent vers Paris dans le but d'arriver dans la capitale avec des exigences citoyennes pour le futur président. Tout cela n'est qu'un aperçu de tout ce qui se prépare cette année... □

Publication de la Fondation



Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org

ELA: Inmigratio arloa

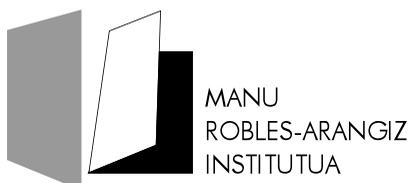
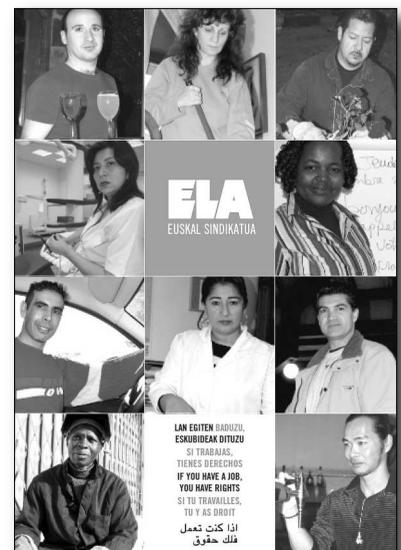
Azken urteetan, inmigratio arloa sortuz geroztik, ELA saiakera berezia egiten ari da etorkinen errealitatea bere ekintza sindikalean barneratzeko.

Lau lan ildo jorratzen dira modu berezian:

- ✓ erakunde eta elkarteekin harremana,
- ✓ egoeraren inguruko salaketa publikoa,
- ✓ sindikatu barneko sentikortzea,
- ✓ heziketa.

Behereko loturan aurkituko dituzue hainbat baliabide eta formazio materiala zapalduenen artean aurkitzen den pertsona talde honi babesa emateko orduan lagungarriak izanen direnak.

www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/inmigratioa



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrira
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Mais bien sûr nous n'échappons pas aux critiques, parfois violentes quand un programme est refusé. Je pense personnellement, que ce genre de réaction est un très bon signe de bonne santé, signal diraient certains, pour le Fipa.

Et il ne faut pas oublier que la présence du public dans les salles a une grande importance: c'est le seul moment où les professionnels peuvent «sentir» les réactions du public vis-à-vis de ce qu'on leur propose.

Pour ces raisons, même si elles paraissent peu palpables, le Fipa est aussi un marché des productions audiovisuelles. Un marché particulier où les programmes sont jugés, bien évidemment, par des professionnels mais, avec en plus, un retour direct de ce fameux «goût du public». Ce en quoi ce marché est différent de ceux existants.

Enb.: Comment s'opère la sélection des œuvres projetées à Biarritz?

J-M. A.: C'est vrai, c'est une question qui revient souvent: comment sélectionnons-nous? Je vais vous faire une confidence: on aime ou n'aime pas!

Je reprendrai ce que disait Henri Langlois (co-fondateur de la Cinémathèque Française), le meilleur moyen de savoir, c'est de voir, de regarder le plus possible, car c'est en comparant que l'on apprécie ou pas les différences, que l'on reconnaît le savoir faire du paraître.

ON PARLE BEAUCOUP
DES FIPA D'OR
ET DES FIPA
D'ARGENT...



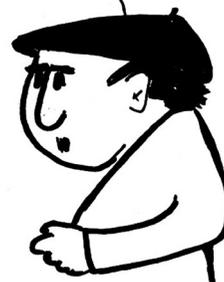
Et il en est de même pour les amateurs de peinture, de sculptures, d'arts plastiques, etc.

Enb.: Envisagez-vous la conservation et la consultation des films programmés au Fipa?

J-M. A.: C'est un de mes vieux projets. Depuis sa création, et même avant, avec la Médiathèque de Biarritz et ses responsables, nous avons commencé à étudier une collaboration pour le stockage, la sauvegarde et la consultation des nombreux programmes que le Fipa a en sa possession depuis sa création (un peu plus de 1.000 programmes depuis 1987).

Cette consultation des programmes nous sou-

Oui !
MAIS DE CEUX
QUI SONT EN TAULE
ON N'EN PARLE PAS !



haiterions en faire bénéficier prioritairement les scolaires. Cela s'intégrerait dans les opérations menées en partenariat avec le département des Pyrénées-Atlantiques dans le cadre de notre politique d'éducation à l'image. Que nous voudrions développer, bien naturellement, au niveau de la Région Aquitaine. Mais aussi mettre en place, toute l'année, les «Rendez-vous du Fipa» à la médiathèque de Biarritz. Une fois par mois, ou plus, reprendre des programmes primés ou faire des avant-premières en présence des réalisateurs.

Il y a encore beaucoup de travail mais toujours passionnant lorsqu'il s'agit d'en faire profiter les plus jeunes.

Les coups de cœur d'Enbata

L'Iran interdit

ALORS qu'un vent de liberté souffle sur le monde arabe, que les peuples prennent leur destin en main et font tomber les dictateurs, la jeunesse iranienne attend. C'est pourtant elle qui a été la première à se révolter en juin 2009 contre un pouvoir monolithique, demandant plus de liberté, la fin de la corruption et surtout le respect de son vote. Des slogans que l'on a retrouvés en Tunisie, en Égypte, et aujourd'hui en Libye, au Yémen, en Algérie. Les jeunes Iraniens ont aussi été les premiers à filmer leur révolte avec leurs téléphones portables, à envoyer leurs images sur Internet par Youtube, à témoigner sur Twitter ou Facebook de la répression qu'ils subissaient.



La naissance d'ETA

LA réalisatrice basque Ana Mugugarren retrace dans la série «El precio de la libertad» la naissance d'ETA.

Bestea, EITB-rentzat Ana Murugarren-ek egin «El precio de la libertad». 160 minutuz osaturiko bi kapitulu, Mario Onaindia euskal politikari historikoari buruz, eta 60 eta 80. hamarkadak biltzen dituztenak. Lehen zatian, ikusleak Mario Onaindiaren bizia segituko du ETA-n sartu zenetik eta Burgoseko auzian kondenatua izan zen arte. Bigarrean, Belgikara egin erbestealdia, eta armak uztearen ahalegina erakusten du.



FIPA

- 2.000 professionnels attendus à Biarritz.
- 65 programmes internationaux en compétition officielle.
- 18 programmes français, 6 espagnols, 5 allemands, 4 belges, 4 autrichiens, 3 hollandais, 3 grecs, 2 canadiens, 2 italiens, 2 brésiliens, 2 bulgares, 2 australiens, 2 suédois, 1 israélien, 1 argentin, 1 colombien, 1 américain, 1 croate, 1 anglais, 1 chinois, 1 roumain, 1 hongrois, 1 danois, 1 néo-zélandais ont été sélectionnés.
- 54 programmes hors compétition.
- Cinq jurys internationaux de professionnels composés en partie de lauréats des précédentes éditions.
- 5 catégories: fictions, séries, documentaires, grands reportages, musique et spectacles vivants.
- Chaque catégorie est couronnée par un Fipa d'or, d'argent...
- Débats et ateliers tous les jours.
- Sélection sur la création d'Internet.
- Fipatel est le marché du film de télévision réservé aux professionnels. 100 cellules de visionnage.
- Scolaires-étudiants français et étrangers, plus de 1.500 chaque année.
- 26.000 spectateurs en 2011 pour un abonnement général de 25 € pour 1 personne et de 30 € pour 2 personnes, sur toutes les cinq salles (casino, Gare du midi, Royal, Bellevue 1 et 2), donnant droit à un catalogue de 230 pages.

Préserver le foncier agricole

Réduire l'urbanisation de l'espace

Le regard porté sur l'ensemble du SCoT aggro Bayonne-sud des Landes par son président J-R. Etchegaray (Enbata n°2209 du 29 décembre 2011) rend d'autant plus intéressante la contribution spécifique d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara sur le volant du foncier agricole et sa dérive d'urbanisation. Voici cette réflexion.

I - Un esprit et des principes ambitieux et positifs

Le projet de PADD du SCoT de l'agglomération de Bayonne et du sud des Landes affiche des ambitions et des principes particulièrement positifs et qui vont dans le bon sens. Nous les approuvons fortement.

Nous pensons particulièrement au choix affiché d'une agriculture de proximité, de qualité et multifonctionnelle et donc de paysans nombreux répartis sur tout le territoire. Egalement, est visé l'équilibre du territoire entre littoral et intérieur en termes de services et d'activités de proximité et d'attention aux espaces ruraux dans le projet.

L'essentiel est bien dit dans les exposés du projet et nous avons eu l'occasion de détailler notre vision dans les contributions précédentes.

Un manque peut pourtant être souligné dans la déclinaison de ces principes: le PADD n'est pas toujours très explicite et parfois contradictoire sur les moyens de mise en œuvre de ces souhaits affichés. Cela sera en bonne partie l'objet du Document d'orientations et d'objectifs (DOO) mais un certain cadre peut être posé dès le PADD. Notamment concernant les objectifs de consommation foncière.

Nous détaillons ici les points principaux sur lesquels une déclinaison plus précise devrait être affichée dans le PADD.

II - Pour une déclinaison qui réponde à cette ambition

1) L'objectif de consommation foncière

Le SCoT se donne pour objectif de réduire de 45 % l'artificialisation nouvelle des espaces. Une part de l'artificialisation étant due aux besoins en logements, intégrant les services et infrastructures — note page 30 du PADD — et une autre part aux zones d'activité économiques. Il prend comme référence la période 1998-2008 où en moyenne 125 ha par an ont été artificialisés. Ainsi l'objectif affiché est une artificialisation maximum de 70 ha par an d'ici 2025.

Plusieurs remarques sont à faire sur ce point:

- Les lois «Grenelle de l'environnement» et la Loi de modernisation agricole de 2010, visent une forte réduction des surfaces artificialisées: réduire de moitié les surfaces artificialisées d'ici 2020.
- Pour le territoire du SCoT, le rythme de l'artificialisation foncière a déjà diminué sur la dernière période: entre 2003 et 2008, elle est de 100 ha par an.
- Enfin, à long terme, ce rythme devra encore diminuer après 2025 pour aller vers un arrêt progressif de l'artificialisation.

“Compte tenu des objectifs nationaux, du contexte du territoire, des moyens existants (maîtrise foncière, aménagement urbain, fiscalité...), nous préconisons et souhaitons que l'objectif retenu soit d'un maximum de 50 ha artificialisés par an.”

● De plus, l'ambition forte du SCoT étant de préserver le tissu agricole du territoire et le foncier étant la base indispensable à toute activité agricole, l'objectif ne devrait-il pas être plus ambitieux?

Compte tenu des objectifs nationaux, du contexte du territoire, des moyens existants (maîtrise foncière, aménagement urbain, fiscalité...), nous préconisons et souhaitons que l'objectif retenu soit d'un maximum de 50 ha artificialisés par an. Nous montrerons ensuite que cet objectif est atteignable dans le cadre des grands choix déjà exprimés dans le PADD.

Enfin, une remarque technique, l'objectif du PADD de 70 ha par an est réparti entre logements (50 ha) et activités (20 ha). Mais page 30 le tableau d'évaluation des besoins fonciers pour le logement uniquement, donne un total de 900 ha, ce qui correspond entre 2011 et 2025 à un besoin de 60 ha par an pour le logement. Donc largement au-dessus de l'objectif affiché.

2) Les besoins en logements

Le PADD prévoit l'accueil de 35.000 nouveaux habitants d'ici 2025 compte tenu des dynamiques démographiques et d'attractivités actuelles. Pour répondre à cette demande, il évalue le besoin de nouveaux logements à 31.500. Pourtant, lors du séminaire du SCoT sur la démographie et le logement en février 2010, le SCoT avait évalué ce même besoin à 26.000 logements, tenant compte des mêmes dynamiques démographiques et du desserrement des ménages (2,16 habitants par logement aujourd'hui, 1,83 en 2025) des nouveaux habitants et des habitants actuels.

● Cet objectif de 26.000 logements doit servir de base au calcul des besoins fonciers.

● Considérer cette base et avec les mêmes hypothèses du SCoT, permettrait déjà d'atteindre l'objectif de 50 ha maximum artificialisés par an pour le logement. En reprenant les différents paramètres qui





jouent sur le besoins foncier, tels qu'ils sont exposés dans le PADD, il est possible de fixer un objectif ambitieux de réduction de la consommation foncière (point 1). Les propositions suivantes ne se veulent pas exhaustives et une déclinaison plus précise sera nécessaire dans le DOO, mais elles visent à démontrer qu'en reprenant le cadre de réflexion du PADD, avec simplement des objectifs légèrement plus ambitieux, il est possible d'arriver à l'objectif de consommation foncière que nous préconisons: 50 ha / an.

A partir du besoin en logements, plusieurs paramètres impactent le besoin foncier en résultant:

- La densité des constructions (le SCoT fixe pour objectif une moyenne de 31 logements /ha).

- Le taux de renouvellement urbain (constructions sans consommation foncière: moyenne SCoT: 10 %).

- L'utilisation des logements vacants (le SCoT n'explore pas cette piste).

En considérant, par exemple, des objectifs de densité des constructions et de renouvellement urbain légèrement plus élevés (de l'ordre de 35 logements / ha et 15 % de renouvellement urbain), les besoins fonciers sont déjà réduits à 40 ha / an. Mais d'autres équilibres entre les différents paramètres sont également possibles.

Ceci sans même considérer le gisement des logements vacants qui n'a pas été étudié alors qu'il est d'un ordre comparable au total des besoins en logements.

- Un objectif maximum de 40 ha artificialisés par an pour le logement en tenant compte des dynamiques démographiques est donc tout à fait crédible sans remettre en cause fortement les choix de développement du PADD et dans le même cadre méthodologique.

3) Les choix du tissu économique

Le SCoT affiche clairement son ambition de favoriser le commerce de proximité et à la répartition des activités sur le territoire. Mais le principal axe développé est celui des zones d'activités économiques qui, au contraire, concentrent l'activité et la déconnecte des lieux d'habitation. Evidemment cela est nécessaire pour certaines activités nuisantes. Mais les zones d'activité économiques apparaissent comme la priorité. C'est certainement aussi une question de rédaction.

- Le SCoT devrait être plus explicite sur son action concernant le commerce et les activités de proximité, notamment en zone rurale.

De plus:

- Le rythme actuel est 15 ha par an d'ouverture de zone d'activité économique, l'objectif affiché est supérieur (20 ha par an). Donc on renforce ce type d'activité.

- Considérant le schéma des ZAE proposé par le SCoT, l'immense majorité sont prévues en zone littorale. Bien entendu les besoins y sont plus importants mais un tel déséquilibre avec l'intérieur pose question.

- Le poids des zones d'activités économique doit être rééquilibré avec les autres formes d'activités, plus intégrées au territoire.

- Une première piste serait de ne pas augmenter le rythme d'ouverture de zones d'activité économique.

4) L'agriculture périurbaine

Le SCoT affiche son choix d'une agriculture, paysanne, de proximité et multifonctionnelle mais ces choix sont peu déclinés concrètement. Par exemple:

- L'agriculture périurbaine n'est pas citée explicitement dans le document, c'est un manque important qui devra être comblé, avec les outils permettant de le décliner.

- Concernant la qualité des eaux (page 18), le rôle de l'agriculture et notamment biologique, n'est jamais cité. Pourtant, et particulièrement sur le territoire du SCoT, ce rôle est central. Cela pourrait être décliné notamment par un schéma de développement de l'agriculture biologique, dont le long des cours d'eau.

Cela dit, il semble que ces points soient de ceux «à rédiger» puisque le document transmis, n'était pas finalisé.

5) Les priorités dans les transports

Dans une logique d'un territoire équilibré, maillé par l'agglomération, les centralités de l'intérieur et les espaces ruraux, comme semble le souhaiter le SCoT, les choix des transports sont essentiels. Il semble donc indispensable de prioriser les transports de proximité, maillant tout le territoire de manière équilibré.

Or le statut de la ligne ferroviaire littorale semble ambiguë: correspond-t-elle au projet de LGV? En ce cas, cela correspondrait peu à l'ambition de proximité et de maillage équilibré du territoire.

Synthèse sur la consommation foncière. Ainsi avec cette dernière proposition et celle concernant les besoins fonciers pour le logement, on peut atteindre l'objectif proposé au début du document de 50 ha par an artificialisés maximum. Cela en proposant des ajustements à la marge sans remettre en cause les fondements des choix de développement affichés.

**Avis Projet PADD SCoT
Bayonne / sud Landes
Octobre 2011**

Zilbeti arana sunsitua, Nafarroan

A HALKERIK gabe, Magna enpresak isilik eta gorderik hasi da bere lanetan harrobi bat idekitzen inolako baime-narik gabe, Nafarroako Zilbeti herrixkan (Erro herriatik hurbil, Aldudeko bideari buruz). Jakin behar da harrobiaren lekua «*Natura 2000*» babesapean dela. Eguberriko bezperan makinak hasi ziren bazterrek suntsitzen. Dagoneko, pago andana pikatu dute.

Magna enpresa horrek, (Rouillier enpresa taldeko adarra Fertiladour bezala) ez ditu legeak betetzen harrobia irekitzeko Zilbeti herrixkan. Hasteko, lehenik, ingurumenaren ikerketarik ez baitu eginik jakiteko zein kalteak izanen ziren aranarentzat eta bestalde, eskuratu behar zuen ere «*Ebro ibaia erakunde orokoaren*» baimena.

Ekologistak mugitu dira bainan lekua aski zokorratua baita, gertakariak ez du aski oihartzunik bildu. Jenofa Cuisset, Alice Leiciagueçahar, Xavier Boucher Pabe ko «*Izadi etxe*».koa, internet sareak baliatuz, ziberekintza antolatu dute eta jadanik 8.000.tik gora izenpetze bildu dituzte. Hori, aste bat barne, ez da guti! Helarazi behar diogu gure kexa Nafarroako gobernuari, «*Ingurumena, enplegu eta industria garapenaren ministerioaren buruari*». Edo SEO/Birdlife elkarteak antolatua duen eskakizuna izenpetu. Hona eskakizunaren lotura:

<http://actuable.es/peticiones/salvemos-zilbeti>

«*Zergatik Zilbeti eta Iratiko pagoak suntsi? Nork nahi luke Picasso.ren Gernika margoa suntsi*

edo Guggenheim eraikia burdineriara bota? Zilbetiko lurrindarrak, oihanak, ur-lasterrak eta haizeak, ekaia, landarea, aberea eta zerua, orain guk itsuak bihurtu garen Euskaldunak hondatzen zaituztegu. Zer arduragabekeria!

Noiz ulertuko dugu bada, gizakiak eta gure lurra patu berean gaude-la?»

Eva Jolly eta José Bové berri jakinaraziak izan dira baina orain arte ez dute ihardespenik eman.

Zilbeti eta gure amalurra zain dezagun!

Xurio



Forêt de Zilbeti dans la vallée de Erro



Année 2012: la tâche restant à accomplir est colossale. Eziña, ekinez egiña !

● Xabi Larralde

AL'HEURE de me projeter sur ce que pourrait être le déroulement de cette année 2012, je crois que l'on peut s'assigner deux objectifs fondamentaux: réaliser des avancées dans le développement du processus de résolution du conflit, et faire progresser significativement le chantier de la réunification du mouvement abertzale en Iparralde. Au lendemain de la gigantesque manifestation de Bilbo, il est évident pour tout le monde que les avancées du processus de résolution impliqueront cette année comme priorité la formalisation de solutions au sort des prisonniers basques. Il faut le dire clairement, le succès historique de ce processus dépendra de notre capacité à ne pas laisser les prisonniers croupir dans les geôles françaises et espagnoles. La seconde avancée consistera à ce que de véritables discussions abordent les causes politiques du conflit. Cela signifie pour Iparralde de progresser dans le débat sur la reconnaissance politique de nos trois provinces pour poser, entre un maximum de sensibilités politiques en présence ici, les jalons du cadre institutionnel nécessaire au Pays Basque Nord. La responsabilité du renforcement du processus en cours n'incombe pas qu'au seul mouvement abertzale, elle est aussi celle de toutes les autres sensibilités politiques d'Euskal Herria. Dans une interview octroyée l'an dernier au quotidien *El Pais*, Arnaldo Otegi affirmait: «*nous ne faisons pas tout ce que nous sommes en train de faire pour les prochaines élections, mais pour les prochaines générations*». Une orientation politique a, me semble-t-il, un horizon tem-

porel de 7, 8, maximum 10 ans pour porter ses fruits et obtenir des résultats probants. Dans 10 ans, les jeunes basques qui ont aujourd'hui 10-15 ans en auront 20-25; ils jugeront de ce qu'aura été la réalité du processus en cours, et ils nous jugeront par là-même... Pour ce qui est de l'objectif du rassemblement des forces abertzale en Iparralde, il est temps maintenant de franchir des étapes similaires à celles franchies par les sensibilités abertzale de gauche en Hegoalde. Cela passe par des modalités de plus forte coordination/intégration de nos modes de fonctionnement, mais aussi, à terme, par une rénovation de notre projet politique. Plus particulièrement, la crise économique que nous vivons implique selon moi que les abertzale s'inscrivent radicalement dans des lignes de proposition alternative au système capitaliste actuel. L'Europe est prise au piège du carcan néo-libéral. Quand on voit que les remous sur la gestion des dettes grecques et italiennes ont conduit à mettre en place des technocrates (respectivement L. Papademos et M. Monti) qui n'ont aucune légitimité politique si ce n'est celle d'être liés aux milieux affairistes et aux grandes banques internationales, on peut affirmer que le diktat des marchés financiers fait peser aujourd'hui sur nos sociétés un risque de dégénérescence démocratique. Mais il n'y a pas de fatalité, et à l'heure des bilans concernant l'année écoulée, je retiendrai l'exemple d'un tout petit pays: l'Islande. Car en Islande, une mobilisation citoyenne a réussi à imposer aux dirigeants du pays une procédure référendaire sur le

Le rassemblement des forces abertzale en Iparralde passe par des modalités de plus forte coordination/intégration de nos modes de fonctionnement, mais aussi, à terme, par une rénovation de notre projet politique.”

paiement de la dette. En avril dernier, une large majorité de la population s'est positionnée pour la seconde fois contre le paiement de la totalité de la dette. Du fait de ce refus de payer l'intégralité de la dette, l'Islande a subi les foudres du FMI et de la communauté financière internationale. Pourtant, l'économie de ce pays semble aujourd'hui réussir à sortir la tête de l'eau: le chômage est passé de 10 à 6%, la croissance pour 2011 devrait se situer à plus de 2,5%... Le cas islandais nous montre ainsi qu'un tout petit pays, de seulement 320.000 habitants, peut oser se confronter aux marchés financiers et sortir renforcé de cette confrontation. Il nous montre aussi que les idées que les abertzale défendent —comme le droit à l'autodétermination— peuvent représenter de véritables armes à l'heure de mener le combat contre le capitalisme financier. Mettre en forme une nouvelle donne politique en Euskal Herria, reconstruire l'unité du mouvement abertzale de gauche, définir des voies alternatives et renforcer les luttes en faveur d'un autre système économique...: en cette nouvelle année 2012, la tâche à accomplir s'avère... colossale! Mais comme disait l'autre (que le lecteur averti d'*Enbata* saura identifier): «*Eziña, ekinez egiña!*».

Sur votre agenda

Urtarrila:

- **Vendredi 13, 20h30, IZPURA** (salle Faustin Bentaberi). “*Gure bide galduak*” spectacle de la Cie Dejabu.
- **Vendredi 13, 14h30, HENDAIA** (Domaine d'Abbadia). Balade naturaliste gratuite: “*Le Domaine d'Abbadia par le sentier du littoral...*”
- **Du vendredi 13 au 4 mars, DONIBANE LOHITZUNE** (La Rotonde). Exposition photos de Jon Cazenave.
- **Samedi 14, à partir de 9h45, MONJOLOSE** (Laborantza Ganbara). 7^{ème} anniversaire d'EHLG. Assemblée générale ouverte à tous; rétrospective de Lurrama 2011; bilan d'activités 2011 et perspectives 2012; repas; concerts. Réservation: 05 59 37 18 82.
- **Samedi 14, 10h, BAIONA** (Société d'Etudes basques). Conférence “*L'histoire linguistique de l'Alsace depuis 1945: d'une pratique (presque) monolingue en dialecte à une pratique (presque) monolingue en français*” par Dominique Huck.

Enorme manif pro-presos

LA clameur de Bilbao atteindra-t-elle Madrid? En tous cas, le raz de marée humain —évalué à 100.000 personnes— à parcouru samedi 7 janvier les rues de la capitale biskayenne, au cri unanime de: “*Presoak etxera!*”. Des centaines de partis et associations avaient appelé à cette manifestation en faveur du droit des prisonniers d'ETA, et de leur rapprochement du Pays Basque. Seul les partis centralistes étaient absents, réclamant de leur côté la dissolution de l'Organisation armée. Aucun geste concret n'a encore été effectué par les gouvernements espagnol ou français depuis l'annonce de l'arrêt définitif en octobre des activités d'ETA.



La rue de Bilbao

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
25 ans de FIPA à la recherche de la télévision intelligente 4 et 9
Préserver le foncier agricole 10 et 11
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190